



**COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT**

(Comité ministériel conjoint

des

Conseils des Gouverneurs de la Banque et du Fonds

sur le

Transfert de ressources réelles aux pays en développement)



**SOIXANTE-DIX SEPTIÈME RÉUNION  
WASHINGTON, D.C. – AVRIL 13, 2008**

DC/S/2008-0004(F)

Le 13 avril 2008

**Déclaration de**

**M. James M. Flaherty  
Ministre des Finances  
Canada**

**Pour le compte d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Barbade, de Belize, du Canada, de la Dominique, de la Grenade, de la Guyane, de l'Irlande, de la Jamaïque, de Saint-Kitts-Et-Nevis, de Sainte-Lucie et de Saint-Vincent et les Grenadines.**

**Déclaration préparée à l'intention du Comité du développement  
des conseils des gouverneurs de la Banque mondiale  
et du Fonds monétaire international**

**L'honorable Jim Flaherty,  
ministre des Finances du Canada**

**Pour le compte d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Barbade, de Belize, du Canada, de la  
Dominique, de la Grenade, du Guyana, de l'Irlande, de la Jamaïque, de Saint-Kitts-et-Nevis, de  
Sainte-Lucie et de Saint-Vincent-et-les-Grenadines**

**Washington, États-Unis, le 13 avril 2008**

La conjoncture économique mondiale a été au cœur de plusieurs échanges ce week-end et elle est aussi extrêmement pertinente à notre discussion sur le programme de développement. Les risques présents dans l'économie mondiale mettent en relief l'importance d'optimiser nos ressources pour le développement de manière à appuyer les plus vulnérables et à réaliser de grands progrès en vue d'atteindre nos objectifs de développement.

La solidité et l'efficacité du Groupe de la Banque mondiale sont directement liés à ces progrès et, au nom des pays que je représente, j'aimerais remercier le président Zoellick et son équipe de direction des efforts continus qu'ils déploient dans d'importants dossiers. Cela inclut leurs travaux relatifs à la reconstitution de ressources de l'Association internationale de développement (IDA), les orientations stratégiques à long terme de la Banque, les options visant à donner plus de poids aux pays en développement et les stratégies visant à assurer la solidité de la position financière de la Banque à l'avenir.

J'aimerais aussi remercier la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) de leur travail de sensibilisation et d'appel à l'aide pour les questions de développement qui constituent une préoccupation croissante, y compris les effets de l'augmentation des prix des aliments et du pétrole et de la récente période de turbulence des marchés financiers sur les plus pauvres, les défis particuliers auxquels sont confrontés les États fragiles, et l'interconnexion entre les changements climatiques et le développement. Nos échanges de ce week-end nous aideront à mieux comprendre ces défis importants et comment nous pouvons nous y attaquer.

### **Quinzième reconstitution de l'IDA**

La conclusion de la Quinzième reconstitution de ressources de l'IDA (IDA15) en décembre a constitué un jalon important. Le succès remarquable de la reconstitution illustre clairement la confiance exprimée par les donateurs envers l'institution.

Pour sa part, l'Irlande a accueilli l'une des réunions d'IDA15 à Dublin en novembre 2007, et elle a ensuite pris l'engagement de remettre 90 millions d'euros à l'IDA dans les trois prochaines années. Cet engagement représente une augmentation de 29 % par rapport à la contribution de 70 millions d'euros de l'Irlande à la Quatorzième reconstitution de l'IDA. L'Irlande appuie fortement les rôles de véhicule d'acheminement de l'aide aux pays les plus pauvres et d'acteur clé de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement qu'occupe l'IDA.

Le Canada a également apporté une importante contribution à la reconstitution, en s'engageant à fournir 1,3 milliard de dollars canadiens sur les trois prochaines années, soit une augmentation de 25 % par rapport à sa contribution de 1,05 milliard à la Quatorzième reconstitution de l'IDA. Cet engagement montre que le Canada estime que les contributions à l'IDA constituent une bonne utilisation des fonds

consentis, et il reconnaît les améliorations importantes qui seront apportées par l'IDA afin de renforcer son appui aux États fragiles, à la viabilité de la dette et aux résultats et à l'efficacité.

### **Orientations stratégiques**

Nous applaudissons aux efforts déployés par le président Zoellick afin de renouveler les orientations stratégiques de la Banque au moyen de l'adoption des six thèmes stratégiques. La définition des plans de la Banque sous chaque thème sera nécessairement continue et itérative, étant donné que le contexte du développement continuera d'évoluer et que des leçons seront tirées à mesure que la Banque avancera. Cependant, il faut établir clairement, dès le début, ce que la Banque essaie de réaliser au moyen de ces changements graduels. Nous estimons que l'un des objectifs importants consiste à procéder à un examen approfondi du modèle opérationnel de la Banque, y compris en répertoriant les secteurs où elle devrait laisser d'autres institutions assumer le leadership, en fonction de leurs avantages comparatifs, ou les secteurs où ses résultats ne sont pas concluants. Le Groupe d'évaluation indépendante peut avoir un important rôle à jouer à cet égard.

Nous soulignons l'importance particulière du thème du programme du savoir, étant donné qu'il est essentiel pour nous de continuer à étoffer notre compréhension de la façon d'améliorer la pratique du développement. Dans cette optique, le gouvernement du Canada a appuyé activement la recherche de solutions de développement novatrices. Le Canada a travaillé en très étroite collaboration avec d'autres donateurs, la Banque mondiale, l'Alliance GAVI et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), afin de mettre en œuvre le mécanisme de garantie de marché (GM). Nous estimons qu'il sera important de soutenir les connaissances et les ressources financières de la Banque afin d'assurer la réussite de l'initiative, et nous sommes impatients d'explorer une autre GM de vaccins, dans la foulée du succès des travaux de conception de la GM relative aux vaccins contre le pneumocoque.

Plus tôt cette année, le gouvernement du Canada a aussi annoncé la mise sur pied d'un fonds d'innovation pour le développement qui vise à favoriser les découvertes scientifiques en matière de santé à l'échelle mondiale et dans d'autres secteurs de préoccupation pour les pays en développement. L'acquisition de nouvelles connaissances qui permettraient de découvrir de nouveaux médicaments ou d'améliorer la qualité de l'eau potable ou les techniques agricoles pourrait grandement améliorer la vie de millions de personnes dans les pays en développement.

### **Réformes au chapitre des voix et de la représentation**

Pour que la Banque mondiale conserve sa pertinence et sa légitimité, il est crucial que ses activités continuent d'évoluer de façon à refléter la transformation du contexte mondial. À cet égard, il est important que la structure de gouvernance de la Banque facilite la participation des pays en développement, étant donné que leurs points de vue sont particulièrement importants pour assurer l'optimisation des ressources affectées à l'aide et pour concentrer l'attention sur les problèmes émergents.

Nous appuyons donc fortement les efforts déployés par la Banque pour accroître le poids relatif et la représentation des pays en développement. Je constate que le Canada a assumé un rôle de premier plan dans la réforme des quotes-parts du FMI, et qu'il appuiera de la même façon les efforts visant à accroître le poids des pays en développement à la Banque mondiale.

Compte tenu de l'éventail plus vaste d'options de réforme présentés à la Banque mondiale, les actionnaires devront établir quelle série de réformes permettrait le mieux à la Banque de réaliser son objectif de devenir une institution de développement plus efficace et plus réceptive. Nous estimons que les options visant à améliorer les processus décisionnels au niveau opérationnel seront particulièrement

importantes, étant donné qu'elles peuvent avoir une incidence plus directe sur le poids exercé par les pays en développement en comparaison de changements apportés à la répartition des actions et des voix.

Enfin, nous insistons sur la nécessité d'établir un processus clair de consultation des actionnaires et de prise de décisions afin d'assurer que les points de vue de tous les pays en développement soient pris en considération dans la formulation d'une série de réformes.

### **Viabilité du financement**

Un autre défi crucial, pour la Banque et ses membres, consistera à assurer la bonne santé financière à long terme de l'institution. Il sera particulièrement important de tenir compte des perspectives financières de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) dans l'actuel contexte mondial de faibles taux d'intérêt. Nous invitons la Banque et son conseil d'administration à continuer d'explorer des options en vue d'optimiser l'utilisation des capitaux de la BIRD de manière à ce qu'elle conserve une position financièrement viable et sa capacité de contribuer, à même ses revenus nets, à d'autres importantes initiatives de développement.

### **Augmentation des prix des aliments et du pétrole**

Dans le cadre de nos discussions d'aujourd'hui, nous avons examiné l'augmentation des prix mondiaux des aliments et du pétrole, qui est devenue une grande préoccupation sur le plan du développement. Comme signalé dans le *Rapport de suivi mondial*, les prix moyens des aliments ont augmenté de 15 % dans la dernière année, et les prix du pétrole ont triplé, en dollars américains, dans les cinq dernières années. Le maintien de prix élevés pour ces biens essentiels entraînerait probablement de graves répercussions sur les couches de la population les plus vulnérables.

Dans cette optique, il sera très important de pouvoir compter sur l'appui des institutions de Bretton Woods. La Facilité de protection contre les chocs exogènes du FMI peut apporter un soutien au titre de la balance de paiements aux pays confrontés à d'importantes augmentations des prix de leurs principales importations. De même, la Banque mondiale et les banques régionales de développement peuvent travailler de concert au financement de programmes afin d'atténuer les répercussions que subiraient les plus pauvres et d'aider les pays à appliquer des politiques qui réduiront leur vulnérabilité à ces augmentations de prix au moyen de la croissance du secteur agricole, de l'efficacité énergétique et de la diversification. Nous constatons que la BIRD a récemment amélioré son option de tirage différé afférente aux prêts à l'appui des politiques de développement afin de mieux aider les pays en cas d'événements défavorables comme les chocs de prix.

### **États fragiles**

Les États fragiles présentent aussi un important défi sur le plan du développement. Comme 35 % des pauvres à l'échelle mondiale sont concentrés dans les États fragiles – une proportion qui continuera d'augmenter – il sera crucial que des efforts concertés soient déployés par la communauté internationale afin de réduire la pauvreté et de favoriser une croissance soutenue dans ces pays. Des interventions fructueuses permettront non seulement d'améliorer la vie de la population de ces pays, mais elles contribueront aussi à préserver la stabilité dans les régions avoisinantes.

Le gouvernement du Canada a fait des États fragiles un point de mire de ses efforts d'aide bilatérale, en instaurant d'importants programmes dans des pays comme l'Afghanistan, le Soudan et Haïti. Dans le cadre de ces efforts, le Canada a fourni un appui par l'entremise d'un certain nombre de fonds en fiducie de la Banque mondiale, y compris le Fonds d'affectation spéciale pour la reconstruction de l'Afghanistan, dans lequel les contributions canadiennes totalisent 466 millions de dollars canadiens jusqu'ici. Grâce à ce fonds et à d'autres mécanismes, la Banque mondiale continue d'apporter une solide contribution à la

coordination des efforts des donateurs en Afghanistan, ainsi qu'aux efforts de lutte contre la corruption et contre la contrebande de narcotiques.

La Banque mondiale a sensiblement amélioré son appui aux États fragiles dans les dernières années, y compris par l'instauration de subventions de l'IDA et l'octroi de fonds exceptionnels aux pays qui se relèvent d'un conflit, en intensifiant sa présence sur le terrain, et en appliquant un système d'intervention rapide. Nous sommes très heureux des améliorations additionnelles dont il a été convenu lors de la Quinzième reconstitution de l'IDA, y compris l'augmentation du financement exceptionnel et le cadre d'annulation de l'arriéré des pays en situation d'après-conflit. Le FMI peut avoir un important rôle complémentaire à jouer pour aider ces États à rétablir et à maintenir une stabilité macroéconomique qui soit soutenue par une solide gestion financière.

Les États fragiles présentent un milieu particulièrement difficile pour les travailleurs du domaine du développement. Il sera essentiel d'assurer une étroite coordination entre la Banque mondiale, le FMI, les Nations Unies (ONU), les institutions régionales et d'autres organisations. Dans cette optique, nous appuyons la Banque dans l'engagement d'harmonisation de ses efforts avec les principes organisationnels établis par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et nous invitons les donateurs à adopter des mécanismes pangouvernementaux cohérents de résolution des problèmes des États fragiles.

### **Changements climatiques**

Les changements climatiques constituent un autre problème crucial faisant obstacle au développement, et la Banque mondiale a un important rôle à jouer pour que ce défi puisse être relevé. Nous observons que les changements climatiques devraient constituer un défi particulier pour les pays les moins avancés et pour les petits États insulaires en développement. Le pouvoir rassembleur de la Banque constitue un précieux atout afin de réunir les marchés émergents, les pays en développement, les pays industrialisés et le secteur privé aux fins de l'adoption d'une démarche collective. À cet égard, les parties devront relever d'importants défis de façon continue, y compris ceux de déterminer quels doivent être les rôles et les responsabilités de chacun, et comment instaurer de nouveaux programmes et de nouveaux mécanismes de financement sans ajouter à la complexité du régime d'aide et sans faire double emploi avec les efforts déjà déployés.

En ce qui a trait au rôle précis de la Banque, celle-ci est bien placée pour aider ses clients à s'orienter vers un développement à faibles émissions de carbone et à adopter les mesures d'adaptation qui s'imposent. Comme première étape, la Banque peut aider les pays à intégrer les enjeux des changements climatiques dans leurs documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Comme de nombreux donateurs harmonisent leurs activités avec ces stratégies de réduction de la pauvreté, il y a de fortes possibilités d'accroître le financement des efforts d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation aux changements.

La Banque a aussi un rôle à jouer pour établir des mesures de partage des risques de plus large portée afin d'aider les pays en développement à composer avec l'effet de la variabilité accrue du climat. On en a vu un bon exemple avec le lancement récent du Mécanisme d'assurance contre les catastrophes dans les Caraïbes, auquel le Canada a contribué 20 millions de dollars canadiens, et l'Irlande, 2,4 millions de dollars américains. Un autre exemple réside dans la Facilité mondiale pour la réduction des catastrophes et la reconstruction, qui vise à accroître la capacité de prévention des catastrophes et de protection civile à l'échelle locale dans les pays en développement. Les leçons retenues de ces initiatives pourront éclairer la conception d'autres mesures d'adaptation.

Enfin, la Banque peut aussi faciliter l'adoption de technologies énergétiques propres en tirant profit de ses ressources et des fonds des banques régionales de développement, des fonds carbone et d'autres sources.

### **Égalité entre les sexes**

La Banque a un rôle crucial à jouer pour faire avancer l'égalité entre les sexes et l'habilitation des femmes à l'échelle mondiale. Le plan d'action de la Banque mondiale en la matière, qui s'intitule *Gender Equality as Smart Economics*, constitue un jalon crucial pour la reconnaissance du lien qui existe entre l'égalité entre les sexes et la croissance économique. Nous sommes particulièrement heureux de constater qu'aux termes de ce plan d'action, la Banque établit actuellement des indicateurs d'égalité entre les sexes qui pourront être incorporés aux rapports *Doing Business*. Nous considérons qu'il est essentiel que la Banque fasse le nécessaire pour intégrer à ses opérations les préoccupations relatives à l'égalité entre les sexes, et nous invitons instamment la Banque à consacrer les ressources humaines et financières qui s'imposent à la réalisation de cet objectif.

### **Criminalité et violence**

L'aggravation de la sous-performance des hommes et de la marginalisation économique et sociale des jeunes hommes constitue un grave problème auquel il faut s'attaquer pour réaliser des progrès en matière de développement. Il s'agit d'importants facteurs sous-jacents de l'augmentation de la criminalité et de la violence, dans les Caraïbes et ailleurs dans le monde, laquelle nuit aux efforts déployés afin d'améliorer la gouvernance, le climat d'investissement et l'intégration régionale.

Le rapport sur la criminalité et la violence dans les Caraïbes rendu public en mai dernier par la Banque mondiale et l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, présente des données étonnantes qui montrent à quel point cet enjeu est lié de façon intrinsèque au développement. Par exemple, des estimations révèlent qu'une réduction du tiers du taux d'homicide dans les Caraïbes pourrait plus que doubler le taux de croissance économique par habitant dans la région.

Nous applaudissons aux efforts de la Banque visant à mettre en relief ce défi et à le relever, et nous invitons les pays à profiter de son savoir-faire dans ce domaine. En outre, nous invitons la Banque et les donateurs bilatéraux, y compris par l'entremise des fonds fiduciaires conjoints, à se pencher sur les moyens de soutenir les programmes conçus pour s'attaquer aux grandes difficultés auxquelles sont confrontés les jeunes hommes.